

Déclaration liminaire • FSU Oise

CDEN 11 mars 2025



Mesdames et messieurs les membres de ce CDEN,

Comme l'an dernier cette réunion se tient dans un climat de contestation. Devant les grilles de la Préfecture des enseignant·es, des AESH, des agent·es, des élu·es, des parents ou des citoyen·es inquiet·es, manifestent pour l'avenir de l'École Publique dans notre département. Une différence peut-être, face à la fronde et au malaise de l'année dernière, Monsieur le Recteur qui avait fait un déplacement historique dans notre département, n'est pas là aujourd'hui mais on ne doute pas qu'autant de fermetures de classes seront annulées 😊.

Inquiet·es nous le sommes d'abord évidemment au sujet de ce qui nous réunit aujourd'hui. Car il ne s'agit pas seulement de discuter de la "carte scolaire". Jolie expression qui traduit des réalités qui le sont beaucoup moins qui ne permettent pas de répondre aux aspirations et nécessités auxquelles notre École doit répondre et le pourquoi l'**École Publique** existe. Car pourquoi l'École Publique existe ? Avant tout pour permettre à tous nos enfants de devenir des élèves et ensuite des citoyen·nes pleinement émancipé·es par le savoir et la culture. C'est un peu pompeux mais ce n'est pas moins nécessaire surtout dans la société dans laquelle nous vivons où les fausses informations, les rumeurs baignées de complotisme, de racisme, d'antisémitisme, de misogynie, de climato-scepticisme et j'en passe, foisonnent pour ne pas dire pullulent et polluent les écrans et les esprits. Car qu'est-ce qui est attaqué par celles et ceux qui ne veulent pas de cette émancipation collective ? Preuve en est outre-atlantique : c'est l'École, c'est la Fonction publique et ses agent·es, c'est la recherche, c'est la science.

Pour que l'École réponde à cela, il lui faut des personnels soutenu·es, bien payés, bien formés, dans un esprit d'unité de corps et non de concurrence, de division, de compétition ou de hiérarchie. **Il faut** que le travail et la qualité des agent·es soient reconnus avec un statut et sortir de la précarité AESH et AED et tous les non-titulaires. **Il faut** alléger les effectifs de toutes les classes, arrêter de faire de l'école une variable d'ajustement, penser son maillage sans contraintes et au plus près des élèves et des familles. Pour la FSU, les classes ne doivent pas dépasser 22 élèves en primaire et 18 en éducation prioritaire ; pour les collèges et lycées cela doit être maximum 20 élèves et 16 en éducation prioritaire. La mise en place de ces mandats permettra aux personnels de mieux travailler et aux élèves de mieux apprendre. Surtout quand le climat de la classe est perturbé (et le mot est

parfois très faible) par des comportements troublés et troublants (et ces mots sont parfois très faibles) en cours (**ou pas**) de reconnaissance MDPH, reconnu·es (**ou pas**) en situation de handicap sans accompagnement humain, mal orienté·es (**ou pas**) faute de place en Ulis, Itep, ESMS... Pour cela il faut évidemment des moyens et arrêter de financer la guerre (ou plutôt les guerres), les banques, les actionnaires, les écoles privées, casser les retraites, attaquer les fonctionnaires passant la rémunération en cas de congé maladie à 90% faisant ainsi payer le prix de la maladie... aux malades... ou encore de financer des grands projets inutiles et destructeurs de la planète relocaliseront pas le travail et la production comme le Canal Seine Nord Europe mais au contraire continue d'inscrire notre économie dans une logique mondialisée et capitaliste. La FSU rappelle qu'elle apporte son soutien aux mobilisations contre le CSNE, pr exemple aux écureuils qui n'étaient pas roux mais motivé·es contre ce projet antisocil et écocide. J'en passe sur toutes ces dépenses inutiles et toutes ces économies à réaliser car il s'agit bien là d'argent public.

Par contre, celle qui n'a pas besoin d'argent public c'est l'école privée. Nous ne pouvons, et encore plus avec l'actualité autour de l'école privée catholique Bétharram, que rappeler notre mandat de nationalisation de l'école privée. Nous sommes également très inquiet·es de l'annonce de la création d'un lycée agricole privé sur Méru qui fera concurrence à l'École publique et à l'enseignement agricole public de notre département.

Inquiet·es et en colère nous le sommes toujours car dans notre département, et nous perdons notre voix à le dire 2 fois par an ici même, tous les soirs des dizaines de personnes et des enfants et adolescent·es de nos écoles, collèges ou lycées dorment dehors dans des conditions déplorables, mis à l'abri le soir pour certain·es sans solutions pérennes. D'ici le 31 mars et la fin de la trêve hivernale qui ne concerne pas tout le monde puisque les demandeur·euses d'asile en son exclu·es, la situation risque de se (re)dégrader, à nouveau. En tant que syndicat, enseignant·es et éducateur·trices nous ne fermons pas les yeux sur ce qu'il se passe pour nos élèves entre 16h30 et 8h30.